

Émergence et impasse des formations pour encadrer le monde agricole

Pendant la colonisation et après les indépendances, le même système de formations rurales centré sur les cultures de rente a été mis en place... système aujourd'hui dans l'impasse.

Développement d'un système de formation « moderne » centré sur les cultures de rente

Diversification et complexification du dispositif de formation rurale pour améliorer les cultures d'exportation

Les sociétés coloniales ont bouleversé le mode d'exploitation des sociétés rurales en introduisant des cultures de rente pour extraire de la valeur des territoires conquis. La formation mise en place vise alors à accroître la production de certaines espèces. Avec les indépendances, les États sont allés dans le même sens. Les institutions de formation créées après les indépendances visaient à former des cadres, supérieurs et intermédiaires, et des techniciens dont la nouvelle administration et les institutions publiques avaient besoin : tout un système national d'encadrement du monde agricole, parfois extrêmement direct (pour la production cotonnière par exemple), parfois moins (crédit pour les intrants), est mis en place pour faire respecter la réglementation, vulgariser des pratiques modernes de production, organiser et gérer les filières de production... L'objectif étant de développer la production agricole pour en extraire un revenu monétaire. Les centres de formation mis en place dispensent des cursus diplômants correspondant aux nouvelles compétences recherchées : formation de cadres supérieurs (formés dans les pays développés), de cadres intermédiaires, d'agents de terrain (techniciens chargés de vulgariser les paquets technologiques). Pour les paysans, on ne parle pas de formation mais de vulgarisation, sans réflexion réelle sur la pédagogie et sur l'adéquation du message aux modes d'apprentissages paysans.

Ce système enseignement supérieur-formation technique-vulgarisation a abouti à des structures de formation lourdes, incapables d'évoluer. Il repose sur une hypothèse, l'encadrement en cascade, qui s'est révélée simpliste, déconnectée de la réalité de

fonctionnement du milieu paysan. Puis, avec notamment les programmes d'ajustements structu-

rels des années 1980 et suivantes, c'est la période de désengagement de l'État des services publics, avec de moindres investissements dans la formation, technique et supérieure, et la vulgarisation. Alors que les mutations économiques du milieu rural de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont profondes et que les débouchés des centres de formation ne sont plus assurés dans la fonction publique, les finalités des formations ne sont pas pour autant redéfinies ; les dispositifs de formations restent étatiques, d'envergure nationale et souvent spécialisés en fonction des grandes directions d'un ministère traditionnel de l'agriculture : agriculture, élevage, eaux et forêts...

Le système enseignement supérieur-formation technique-vulgarisation qui était mal adapté entre alors dans un dysfonctionnement profond. Aussi « moderne » qu'il fût, il n'a pas permis de transmettre les savoir-faire effectivement pratiqués dans les sociétés rurales africaines. Dans les faits, les modes d'apprentissages traditionnels et néotraditionnels y sont toujours restés dominants (notamment dans le domaine des techniques de production vivrières) et le demeurent largement. Il n'a finalement jamais cherché à former les hommes et les femmes des zones rurales. L'échec de ce dispositif tient sans doute au fait qu'il a placé le **produit** en position centrale au lieu de considérer le paysan comme **homme et femme responsable de son devenir**. Le paysan était considéré comme un producteur-ouvrier, déresponsabilisé de ses choix techniques, de ses choix économiques ; et ses choix de vie sociale étaient tout simplement ignorés. Le système a nié l'homme au profit de sa fonction de production.

Les finalités des formations « modernes » sont déconnectées de la vie en société

Apprentissage à la vie hier, apprentissage au métier aujourd'hui

Par rapport aux modes de transmission de savoirs tels que pratiqués traditionnellement, les systèmes de formations mis en place depuis la seconde moitié du siècle dernier présentent des finalités très différentes : on peut même parler de déconnexion des systèmes de formation récents par rapport aux modes d'apprentissages paysans traditionnels.

Dires d'acteurs sénégalais, extrait de la Journée de Thiès¹

« Dans les modes de formation modernes, il n'est question que de savoir-faire, on forme pour un métier. Les connaissances ne sont pas liées aux valeurs, au savoir-vivre, à l'éthique, il y a déconnexion entre connaissances et éthique à s'insérer dans une société donnée : l'école ou les formations professionnelles

modernes ne visent pas l'initiation à la vie sociale mais la formation à un métier. Les connais-

sances ont tendance à constituer un capital individuel que l'on accumule. Elles se limitent souvent à leur contenu technique.

L'apprenant est considéré en tant qu'individu. Il trace son avenir en solo, seul face à son métier, alors qu'avant, celui qui était formé globalement appliquait de façon collective. »

« L'apprenant apprenait volontiers quand il savait que cela avait des retombées sur tous. Aujourd'hui, quand quelqu'un apprend, je vois que cela va être accaparé par lui, alors je m'individualise aussi. »

« Dans le bassin arachidier, c'est le chef d'exploitation seul qui a bénéficié de la vulgarisation agricole, pourtant, les femmes aussi travaillaient dans les champs. Cela a créé un déséquilibre. Dans la famille, il faut qu'il y ait un équilibre dans la formation entre les différentes personnes. » ■

¹ Voir les références en note p. 15